

Allocution de la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois

Déjeuner causerie de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Montréal, le vendredi 6 mai 2011

C'est un plaisir pour moi d'avoir l'occasion de discuter avec vous de l'avenir de la métropole du Québec.

Quiconque aspire à prendre la direction de notre gouvernement doit être conscient que le développement de Montréal joue un rôle essentiel dans la création de la richesse pour tout le Québec.

Depuis maintenant deux ans, je travaille avec mon équipe à bâtir cette alternative politique que les Québécois réclament et qu'ils auront l'occasion de choisir lors des prochaines élections.

En prévision du congrès du Parti Québécois, nous avons notamment tenu un colloque portant spécifiquement sur Montréal. En vue de ce rendez-vous, j'ai personnellement discuté avec une vingtaine d'élus municipaux, d'organisations et d'institutions du Grand Montréal depuis l'automne dernier. J'ai fait le tour, j'ai écouté, les militants du Parti Québécois ont débattu.

Aujourd'hui, je suis venue vous livrer le fruit de nos réflexions. L'heure de l'action est venue et je suis très fermement résolue à ce que nous reprenions le contrôle de notre avenir. Je veux un Québec plus riche et un État plus efficace!

Une stratégie de croissance économique

Vous le savez, la stratégie du gouvernement du Québec pour traverser la crise financière de 2008 et la récession a été de recourir massivement à l'endettement pour gonfler l'investissement public. C'est une stratégie correcte, tous les États occidentaux y ont eu recours. Ce qui est problématique ici, c'est que le gouvernement actuel a abusé de la formule et a poussé l'endettement public à un niveau jamais vu auparavant.

Dans la dernière année, pour la première fois depuis que l'on tient de telles statistiques, il y a eu au Québec plus d'investissements publics que d'investissements privés.

À court terme, les milliards empruntés par le gouvernement ont effectivement gonflé notre produit intérieur brut, mais déjà les effets se sont estompés et la croissance économique du Québec se retrouve maintenant sous la moyenne canadienne.

Les bénéfiques ne se font plus ressentir, mais il reste le fardeau d'une dette qui a augmenté de plus de 20 milliards de dollars en deux ans et qui continuera à grimper au cours des prochaines années. Dans un contexte où les taux d'intérêts ne seront pas éternellement aussi bas. C'est énorme.

Le gouvernement actuel est en fait responsable de 30 % de la dette totale du Québec et les compteurs continuent de tourner. Il est donc impératif de faire en sorte que l'investissement privé redevienne le moteur de notre croissance économique, à Montréal comme dans toutes les régions du Québec.

Au même moment, nous devons freiner l'augmentation de notre dette, rétablir l'équilibre budgétaire et avoir une stratégie de croissance économique.

Nous en avons une et Montréal est au cœur de cette stratégie.

D'abord faire le ménage – une enquête publique

Avant de mettre en place notre stratégie, nous devons d'abord faire le ménage.

Le premier geste que nous devons poser, c'est la création d'une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction.

Il y a d'énormes chantiers en cours et à venir dans la région de Montréal et ailleurs au Québec : l'échangeur Turcot, le prolongement du métro, le CHUM, le CUSM, le pont Champlain et beaucoup d'autres. Le Québec est en train d'investir des dizaines de milliards de dollars.

Nous ne savons pas exactement quelle proportion de cet argent est perdue dans les affaires de collusion et de corruption : 25 %, 30 %? Mais nous avons maintenant la certitude qu'une partie de nos fonds publics nourrit le crime organisé.

Rien n'est plus dangereux pour une société, pour une économie, que de laisser la corruption s'étendre. Il faut absolument crever l'abcès. La tenue d'une commission d'enquête constitue une condition *sine qua non* pour sortir Montréal de sa morosité. C'est un engagement que je prends personnellement.

Changer d'attitude face à Ottawa

Pour que notre stratégie économique porte ses fruits, nous devons également changer d'attitude face à Ottawa.

Dans cet élan que nous voulons donner à Montréal et à tout le Québec, il y a un obstacle qui se dresse trop souvent devant nous, qui freine nos efforts dans tous les domaines.

À chaque tournant, le gouvernement fédéral se pose en obstacle. Quand on veut aménager la ville, décongestionner les transports, on doit discuter sans fin avec des administrations portuaires, aéroportuaires, des compagnies ferroviaires, toutes sous juridiction fédérale.

Et quand il est temps d'investir des milliards de dollars, que tous sont d'accord comme dans le cas du pont Champlain, il y a un partenaire qui manque à l'appel, c'est Ottawa. Mais s'il se fait constamment attendre lorsque vient le temps d'appuyer les projets de Montréal, le gouvernement fédéral a beaucoup plus d'initiative lorsque vient le temps de se mêler de nos compétences.

Il aura beau persister dans sa volonté injustifiée de transférer l'Autorité des marchés financiers de Montréal vers Toronto, nous, nous ne l'accepterons jamais!

Dans les prochaines semaines notamment, nous réclamerons que toutes les garanties nécessaires nous soient données pour assurer le maintien et la croissance à long terme de la bourse de produits dérivés de Montréal. L'expertise doit demeurer à Montréal sans quoi nous nous opposerons fortement à la transaction qui a été annoncée.

En ce moment, le gouvernement du Québec a tellement peur d'un affrontement avec Ottawa qu'il renonce avant même de se battre. Nous allons agir autrement. Nous n'allons pas agir en fonction de ce que le fédéral veut ou ne veut pas.

On parle beaucoup de simplifier la gouvernance et de réduire la bureaucratie. Pourtant, j'entends rarement parler de ce qu'il nous en coûte en doublons, en délais et en retards que de devoir composer avec un deuxième ordre de gouvernement. La réduction la plus drastique de la bureaucratie au Québec, c'est nous qui la proposons avec la souveraineté.

Voyons pendant combien de temps les Québécois accepteront d'envoyer des impôts à un gouvernement qui se pose en obstacle à notre développement. Quand les Québécois réaliseront que le statut du Québec au sein du Canada constitue le principal frein à l'élan que nous voulons nous donner, nous serons prêts à réaliser la souveraineté. Nous ne sommes pas tous d'accord sur cette question, mais vous serez d'accord avec moi pour dire que le Québec doit retrouver un rapport de force face à Ottawa.

Je suis ouverte à la discussion et capable de négocier. J'ai même arraché un amendement constitutionnel au gouvernement Chrétien sur la question des commissions scolaires confessionnelles. Mais nous devons en finir avec l'attentisme, l'immobilisme, les faux-fuyants. C'est à nous et à personne d'autre de prendre les décisions qui sont cruciales pour notre avenir!

Gouvernance à Montréal

La région de Montréal est au cœur de l'économie québécoise et pour mettre en œuvre notre stratégie de croissance, il faut que la métropole retrouve son tonus.

Depuis 2003, il y a eu trop de cafouillage dans la direction du Québec et particulièrement en ce qui a trait à notre métropole. À Montréal, ça a débuté par les défusions, un geste purement électoraliste, qui a été fait, en plus, de manière totalement anarchique.

Nous n'avons pas l'intention de réécrire l'histoire et de tout recommencer, mais nous voulons aller de l'avant, concrètement, en agissant rapidement sur ce qui fait consensus.

Un groupe de travail mandaté par la chambre de commerce a planché pendant plusieurs mois sur la question et a déposé son rapport en mars 2010. La forte crédibilité des personnes qui ont composé ce groupe de travail ne peut être remise en doute. Une bonne moitié des recommandations du rapport concernent directement le gouvernement du Québec et je pense qu'il faut aller de l'avant.

Premièrement, le gouvernement du Québec doit constituer un comité ministériel solide chargé de la cohérence des politiques gouvernementales à l'égard de la métropole.

Deuxièmement, il faut confirmer la responsabilité essentielle du conseil municipal pour ce qui est de l'équilibre politique et administratif nécessaire au développement de Montréal.

Troisièmement, il faut en finir avec les structures qui font double emploi à Montréal, Laval et Longueuil.

J'ai choisi à dessein ces trois aspects, car ils sont applicables immédiatement, sans générer aucun coût additionnel pour le trésor public, tout en favorisant une simplification, une clarification et une plus grande efficacité de nos administrations municipales et québécoise.

Pour résumer, il faut en finir avec les structures « mur à mur », appliquées à l'ensemble du Québec sans tenir compte des réalités démocratiques, administratives et territoriales.

Je crois fermement qu'un plan organisé et clair doit être mis de l'avant pour simplifier la gouvernance de Montréal et, à ma connaissance, rien ne se prépare en ce sens du côté du gouvernement du Parti libéral.

Alors, si l'actuel gouvernement ne s'en occupe pas d'ici la fin de son mandat, je peux vous assurer que nous, nous allons le faire. Vous pouvez compter sur moi.

L'action du gouvernement envers Montréal doit être cohérente, efficace, intégrée et décisive. Dans le passé, c'est le Parti Québécois qui a développé, dans l'intérêt public, une vision régionale pour le Grand Montréal. Si les Québécois nous accordent leur confiance, un gouvernement du Parti Québécois continuera dans cette veine. L'État québécois se doit d'appuyer notre métropole de façon efficace et lui donner les moyens d'assumer ses responsabilités, de reprendre le contrôle.

La stratégie de croissance – l'investissement

Ces trois préalables dont j'ai parlé – commission d'enquête, changement d'attitude face à Ottawa et cohérence de l'action de l'État à Montréal – tout cela se fera rapidement.

La mise en œuvre de notre stratégie de croissance économique, elle, s'échelonnera sur plusieurs années. Nous pensons que le Québec a besoin d'une vision, une vision pour 2020 et au-delà qui transformera notre économie pour plusieurs générations.

Et pour assurer l'accroissement de notre richesse à long terme, je crois qu'il est impératif de relancer l'investissement privé, comme je le mentionnais tout à l'heure.

Nous voulons d'abord agir au niveau de la fiscalité. D'un point de vue global, notre fiscalité demeure compétitive, même si nos concurrents ont réussi à combler une partie de l'avance que nous nous étions donnée au début des années 2000.

Notre taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement demeure sous la moyenne canadienne et largement sous la moyenne américaine. Mais bien que notre fiscalité soit compétitive, par exemple en ce qui concerne le secteur manufacturier, elle l'est beaucoup moins pour notre secteur des services. Je pense notamment aux firmes d'informatique, aux télécommunications, au numérique et au tourisme.

Or, c'est le secteur des services qui a effectué le plus d'investissements au cours des dernières années et tout porte à croire que c'est également là que se présenteront les meilleures occasions dans les prochaines années. Si nous voulons que ces investissements se concrétisent au Québec plutôt que chez nos concurrents, il faudra sérieusement songer à ajuster nos dépenses fiscales pour privilégier une fiscalité globale plus attrayante.

Nous allons faire le ménage dans notre panoplie de mesures et, tout en conservant le niveau global actuel, nous allons réduire la charge du secteur des services. Ce sera un premier pas avec comme objectif central de toujours conserver un avantage sur nos concurrents.

En outre, il faut aussi miser sur l'esprit d'initiative des Québécois. En ce sens, je crois qu'il faut accompagner davantage les entrepreneurs dans leurs démarches et s'occuper de la formation de la relève entrepreneuriale.

Nous devons favoriser, dès l'école, l'initiation à l'entrepreneuriat et mettre en valeur les succès québécois dans ce domaine.

Nous intensifierons les efforts pour simplifier et alléger le fardeau administratif et réglementaire imposé aux PME et aux créateurs d'entreprises.

Énergie et transports collectifs

Une stratégie de croissance ne peut ignorer l'importance que prennent les enjeux énergétiques dans le monde d'aujourd'hui. Elle ne peut non plus faire l'impasse sur la nécessité de bâtir notre économie sur des modes de transports durables.

Pour ceux qui douteraient de l'importance économique d'atteindre l'indépendance énergétique, un chiffre suffira : 19 milliards de dollars. C'est le montant de l'énorme déficit commercial du Québec en 2010 et c'est désastreux pour notre économie. De ce montant, 11 milliards sont allés à nos importations de pétrole brut, alors qu'en 2010 les prix du pétrole étaient beaucoup moins élevés qu'aujourd'hui.

Pour assurer notre croissance à long terme, nous devons substituer au pétrole importé des sources d'énergie de chez nous avec des investissements qui vont stimuler notre propre économie. C'est particulièrement vrai pour Montréal dans le domaine des transports, un volet central de notre projet d'indépendance énergétique.

Nous voulons faciliter concrètement et rapidement la vie des Montréalais en matière de transports. Actuellement, la congestion routière est devenue cauchemardesque pour bien des gens et nous coûte collectivement très cher comme le démontre l'étude de la chambre de commerce. Montréal a besoin de régler ce problème, autant pour favoriser la qualité de vie de ses familles que la compétitivité de ses entreprises.

Pour le Parti Québécois, c'est très clair : le développement des transports collectifs constitue l'enjeu prioritaire pour l'avenir de la métropole. Prolongement du métro; voies réservées; navette aéroportuaire; électrification; trains de banlieue; autobus hybrides électriques.

Pas de peut-être, pas de si, pas de conditionnel. Nous allons mettre en œuvre le plan intégré des transports dans la région de Montréal. Point.

Par ailleurs, nous avons besoin d'un nouveau pont Champlain avec des voies réservées et fort probablement avec un système léger sur rails intégré comme le souhaite la coalition de la Rive-Sud.

Nous exigeons que le gouvernement fédéral s'engage très rapidement à répondre à cette demande quasi unanime de la communauté du Grand Montréal. Je n'accepterai pas un « non » d'Ottawa et si on se tient tous ensemble, si nous sommes unis, nous obtiendrons gain de cause.

Nous construirons une infrastructure de transport digne du 21^e siècle et nous ferons de l'électrification des transports et de la mobilité durable un nouveau pôle d'excellence de l'économie montréalaise.

Développer des pôles d'excellence

Dans les années 90, un gouvernement du Parti Québécois a fortement contribué à lancer un secteur de haute technologie à Montréal : celui des technologies de l'information, notamment les jeux vidéo au sein de la Cité du Multimédia. Nous disposons déjà d'un solide secteur en aérospatiale et d'un autre tout aussi solide en santé.

Comme vous le savez, grâce à Écotech Québec, Montréal sera l'hôte l'été prochain du premier sommet mondial des villes écologiques qui regroupe 10 000 entreprises et 500 universités et centres de recherche.

Je souhaite que nous en profitons pour développer à Montréal et au Québec de futurs SNC Lavalin, Bombardier ou Cirque du Soleil, mais cette fois dans le domaine fort prometteur des technologies environnementales, un autre volet important de l'indépendance énergétique.

Et une des grandes forces de Montréal, c'est la très grande vigueur du milieu culturel qui est foisonnant. Montréal exporte trois fois plus de produits culturels qu'elle n'en importe. La culture représente 12 milliards de retombées économiques. C'est un des pôles qui représentent le mieux le dynamisme et la créativité des Montréalais.

Ville de design et de création, notamment à travers la mode et les arts numériques, Montréal doit investir dans son statut de grande métropole culturelle.

Un gouvernement du Parti Québécois renforcera la présence du Québec dans les pays où nous avons des intérêts économiques, politiques et culturels à promouvoir. Nous y établirons par exemple des vitrines culturelles, technologiques et d'affaires chargées de faire rayonner le génie québécois et montréalais et d'attirer les investissements.

C'est vrai aussi en matière d'attractivité touristique. Toutes les villes et tous les pays du monde se battent pour attirer les touristes internationaux. Pourtant, on sent une timidité du gouvernement qui ne prend pas les moyens pour attirer les nouveaux touristes des pays émergents, par exemple.

Nous allons renforcer encore davantage Montréal comme terre d'accueil des immigrants. Nous avons un devoir de bien les intégrer. Il faut se donner les moyens de réussir la francisation, de faire connaître nos valeurs québécoises aux nouveaux arrivants et s'assurer qu'ils soient en mesure de trouver un emploi.

On constate, encore aujourd'hui, que le taux de chômage des nouveaux Québécois est plus élevé que celui de la population en général. Le Parti Québécois considère que c'est inacceptable et il s'engage fermement à favoriser leur pleine intégration.

Montréal est une ville fortement axée sur le savoir. Nous agissons pour soutenir correctement les universités et les grandes écoles qui sont présentes dans la région montréalaise et qui font déjà prospérer le Québec.

C'est un consensus que notre développement à long terme repose sur l'éducation et la formation de notre main-d'œuvre. C'est le premier critère des entreprises au moment de prendre la décision de s'établir dans un marché.

Nous avons d'ailleurs des mesures très concrètes et très fortes pour réduire le décrochage scolaire, revitaliser nos écoles publiques, réduire la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, soutenir l'entrepreneuriat et diminuer la bureaucratie dans le système d'éducation.

Quant au financement de nos universités, il y a là aussi un fort consensus sur la nécessité de le relever. Il y a une réflexion globale à ce sujet. Plusieurs personnes ont suggéré que les entreprises soient mises à contribution par le biais d'un impôt spécial.

Personnellement, je préfère plutôt favoriser une contribution volontaire de votre part à travers le maillage entre nos entreprises et nos universités. Pour vous, cela représente des possibilités très intéressantes d'innovation, de formation et de recrutement d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. Nous croyons que les liens entre nos entreprises et nos universités pourraient s'intensifier davantage, sans pour autant compromettre l'importance accordée à la recherche fondamentale et l'indépendance des universités. La région de Montréal offre des caractéristiques idéales pour qu'un tel maillage puisse s'intensifier.

Il faut se donner des objectifs comme, par exemple, de hisser le Québec au niveau des cinq premiers pays de l'OCDE en matière de recherche et développement.

Mon gouvernement se donnera un objectif de 3 % du PIB consacré aux investissements publics et privés dans ce domaine et nous ciblerons nos pôles d'excellence.

Pour une entreprise internationale, Montréal est un endroit de choix pour investir en Amérique du Nord. Les coûts sont peu élevés, les infrastructures de l'information modernes et les citoyens instruits, créatifs et souvent multilingues. La qualité de vie est enviable. Si en plus, il y a un gouvernement proactif, partenaire, nous serons imbattables!

Mais, ce qui distingue Montréal des autres villes de l'Amérique du Nord, ce qui la rend si riche et si unique, c'est que c'est la métropole d'une nation francophone. Ce visage francophone de Montréal, c'est un atout, pas un frein. Nous devons maximiser ce caractère exceptionnel et unique en Amérique du Nord. Et le Parti Québécois fera tout pour promouvoir cette spécificité.

Nous avons donc toutes les cartes en main : les transports, les technologies de l'information, les sciences de la vie, l'aérospatiale, les technologies de l'environnement, le secteur financier, la culture et les institutions d'enseignement.

Nous avons tout ce qu'il faut pour réussir de façon éclatante. Tout ce qui manque, c'est une volonté ferme de reprendre le contrôle et de remettre l'État au service du Québec et de Montréal.

C'est ce que je veux faire et je veux le faire avec vous.

MERCI.